L'ABEILLE.

Paraissant tous les jours, rue [illegible]-JEROME, BAYON.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT

"C'est par l'UNION seul conservée."

MERCREDI MATIN, 5 AOUT 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 5 août.

Nous avons été favorisés d'une traduction du "Viage a los Estados Unidos del Norte de America", par Dn. Lorenzo de Zavala. Cet ouvrage d'après l'inspection rapide que nous en avons faite, nous a paru un des plus exacts et des mieux écrits dans ce genre. Plusieurs morceaux de haute politique nous ont frappé par la nouveauté des idées et la richesse du style. Nous nous ferons un plaisir de les soumettre à nos lecteurs.

L'ouvrage se trouve déposé à la librairie de M. A. Moret de l'un pouce de la procure, rue Royale près de l'encoignure de la rue Toulouse.

Hemos recibido un ejemplar del "Viage á los Estados Unidos del Norte de America", par D. Lorenzo de Zavala. Este rico ramo de su autor es uno de los mejores que hay en aquel genero de literatura principalmente por una claridad de estilo y una exactitud admirable.

Se halla de venta en la libreria de M. Moret, calle Real esquina de la de Toleno.

SUICIDE.

Un Polonais, de ceux que le malheur a exilés sur nos bords hospitaliers, fatigué probablement d'une existence difficile à supporter, a cherché à y mettre un terme en se tirant un coup de pistolet à la tête. Le malheureux, à ce que nous avons appris, n'est pas mort sur le coup. Il a été transporté à l'Hôpital de Charité, où de prompts secours lui seront donnés, peut être vainement.

Nous regrettons de dire ici que le brancard disposé à transporter de semblables victimes doivent être recouverts de manière à dérober au public tout ce que la vue d'un pareil spectacle peut avoir d'horrible.

Le soussigné, secrétaire de l'asyle des orphelins accuse réception d'une somme de trente piastres reçue dans un billet adressé à son frère, et devant secrétaire de cette institution. Cette offrande vient "d'un jeune homme." Il peut être certain que si le bien que produira cette somme" ne répond pas à ses intentions bienveillantes, ce ne sera pas parceque cet argent aura été mal employé. Le donateur voudra bien excuser notre erreur. Si toutefois nous en connaissions une—mais nous croyons qu'il a emprunté un nom et un sèxe qui ne lui appartiennent pas, Car la lettre porte avec elle même une preuve évidente d'avoir été dictée par la "main d'une belle", toutefois elle a été dictée par un coeur par et sensible. G B DUNCAN

secrétaire de l'asyle des orphelins.

PROMENADE DE L'ESPLANADE.

L'ordonnance du Conseil de Ville du 9 juillet dernier relative à l'ouverture de la rue de l'Esplanade, depuis la rue des Remparts jusqu'au bayou St. Jean, se trouve publiée dans notre feuille de ce jour.

Il est inutile de dire ici que cette nouvelle promenade contribuera de beaucoup à l'embellissement de la ville; de superbes allées d'arbres y seront plantées dans l'alignement de ceux qui se trouvent depuis le fleuve jusqu'à la rue des Remparts; et nous avons l'espérance qu'avant peu nous verrons de jolies maisons de plaisance s'élever des deux côtés de cette rue, qui deviendra, ne le mentionnons pas une des plus agréables de la cité,

Nous espérons aussi que lorsque la Campagne du desséchement aura fait disparaître tous ces marais qui se trouvent au delà de la rue du Cirque nous verrons la superbe rue du Canal se prolonger jusqu'au même bayou et devenir l'une des plus belles et des plus agréables promenades de la N. Orléans et de ses environs.

Courage Messieurs les aldermen, ne vous endormez pas dans votre besogne; vous avez entre vos mains le sort de la ville; tachez de le rendre aussi prospère que possible.

On se rappellera qu'une convention fut conclue entre les Etats Unis et la russie en avril, 1831, relative aux différens sujets de commerce de la navigation des deux nations sur la côte nord-ouest de l'Amérique. Par le 4e article il était convenu que les navires des deux nations pourraient, pendant l'espace de dix ans, fréquenter, en toute sûreté, les mers et golfes intérieurs, ports et rivières de chacune des deux nations sur cette côte, à l'effet d'y pêcher et commercer avec les naturels du pays. Ces dix années sont expirées en avril 1834; et nous apprenons qu'une notification formelle a été faite par le gouvernement des colonies russes aux capitaines des navires américains commerçant sur cette côte, qu'aux termes de la convention, ils ne pouvaient plus prétendre au droit de débarquer dans les ports russes comme par le passé. Ceux qui ont des intérêts dans ce commerce doivent donc observer, qu'à l'avenir, les navires qui se trouvent dans ces parages doivent, avant de toucher à un endroit où les russes ont un établissement, en obtenir la permission du gouverneur ou du commandant.

ASSOCIATION DES AMERICAINS NES.

Nous avions toujours pensé que la question agitée par le parti exclusif, c'est-à-dire par cette petite portion de soi-disant Américains nés qui veulent à tout prix exclure les citoyens naturalisés des emplois publics finirait par avoir le sort de cette montagne qui, après un travail long et pénible accoucha miraculeusement d'une souris; nous avions également pensé que, les hommes égarés qui se trouvent à la tête de cette burlesque coalition sentiraient tôt ou tard le ridicule de leurs prétentions et le tort qu'ils se faisaient aux yeux des gens sensés, en professant des principes que les nations les plus barbares osèrent à peine avouer, et que, revenant d'une erreur passagère dont plus tard, ils rougiraient sans doute, ils fouleraient aux pieds la singulière doctrine qu'ils prêchaient, doctrine qui, mise en pratique occasionnerait une désorganisation complète dans la société et la ruine totale d'une contrée jusqu'à présent citée pour sa philantropie, sa civilisation sa gloire, ses lois et sa constitution; nous avions enfin pensé que, l'arrêt prononcé par le tribunal de l'opinion publique contre cette classe de citoyens insensés qui veulent, bon gré malgré renverser l'ordre établi des choses, serait considéré par eux comme un arrêt sans appel et que, soit par contrainte, soit par sentiment de conviction de leur faute, ils se soumettraient de ce jugement lancé contre eux, et par leur conduite future, ils chercheraient à pallier, sinon réparer les torts de leur conduite passée. Telle était l'opinion bien motivée que nous nous étions formée des résultats du plan adopté et proclamé par le club généralement connu sous le titre de "Association des Américains" nés, et, que l'on peut plus justement appeler faction anti-Louisianaise

Mais il paraîtrait que nous nous sommes trompé dans notre attente, non pas sur le résultat positif qu'obtiendra cette question, mais sur le tems précis de sa durée (nous avions calculé un quartier de la pleine lune), non pas sur le jugement que portera le public sur un projet aussi ridicule que coupable, mais sur le repentir que nous attendions des individus composant ce club.

Qui peut donc autoriser les membres de cette association à lever ainsi l'étendard de la discorde au milieu d'un peuple dont le premier besoin est l'union, le premier devoir obéissance aux lois, la seule devise fraternité et la seule religion amour profond et respect sans bornes pour la constitution, seule sauve garde des libertés publiques et de l'honneur national? Qui donc a pu insinuer dans l'esprit de ces fétiches de l'égoisme, de ces hommes plutôt dévorés de la soif des honneurs et tourmentés par une ambition démesurée qu'enflammés de l'amour de la patrie, qu'eux seuls sont dignes d'occuper les emplois publics, que ceux à eux qu'appartiennent exclusivement tous les droits, toutes les prérogatives garantis aux citoyens en général par la charte immortelle qui nous regit depuis soixante années? Etrange folie! Quoi! vous voulez toutes les places, tous les honneurs, tous les pouvoirs! Eh Bien, nous consentons à vous les accorder; mais essayez d'abord les obtenir par des voies légales, les mériter par vos vertus, vos talens, votre patriotisme et la confiance que vous saurez inspirer à vos concitoyens, et rougissez de les devoir à des moyens aussi inconvenans, aussi peu délicats que ceux que vous cherchez à mettre en oeuvre. Dédaignez surtout cette basse jalousie qui ne vous anime que trop contre tous les citoyens naturalisés dont le seul tort à vos yeux, si vous voulez être équitables, est de n'avoir pas reçu le naissance sur vos bords hospitaliers, mais qui, par leur conduite publique, leur industrie et les importans services qu'ils ont rendus à votre pays méritent quelquefois, plus que vous, d'être élevés aux sommités de l'échelle sociale et d'être entourés de l'estime et de la reconnaissance de toute la population.

C'est à la presse qu'il est donné de chercher à faire revenir de leur erreur ces hommes aveuglés par la passion, qui ne pensent pas probablement qu'en suscitant des schismes, en établissant des distinctions, en créant des partis, en un mot en voulant donner naissance parmi nous au régime de la féodalité, qu'ils désirent obtenir en cherchant à neutraliser les droits politiques de la majeure partie de notre population ils exposent le pays à une série de catastrophes dont ils auront peut être un jour à se reprocher les conséquences. C'est à la presse qu'est aussi réservé le beau droit de faire respecter les privilèges garantis à tous les citoyens, et de combattre de tous ses moyens pour maintenir dans la société cette harmonie, cette paix et cette union si nécessaires au bonheur et à la prospérité de notre Etat. Que si nous élevons la voix dans une question de cette nature, ce n'est point dans l'intention de déclarer une guerre ouverte aux moteurs de ce schisme naissant, ce n'est point pour réveiller les haines, soulever les passions, exciter les masses les unes contre les autres, mais bien pour tâcher d'éclairer nos concitoyens sur les dangers qu'ils pourraient courir par suite d'une rupture entre les deux parties essentielles de notre population. Mais lorsque la presque totalité des journalistes de cette ville font tous leurs efforts pour arrêter le mal dans sa naissance, lorsque tous les hommes sensés, de quelque origine qu'ils soient voient avec douleur et pitié les tentatives que font les apôtres de cette nouvelle secte politique, c'est avec peine que nous voyons une seule gazette, qui ose pourtant s'appeler le *True American* lorsque le titre de *vrai Visigoth* lui conviendrait sous tant de rapports, arborer elle seule la bannière de la barbarie, lutter toute chétive qu'elle est contre la masse entière du peuple, braver l'opinion générale, et fouler aux pieds les convenances sociales, la raison, les lois, la justice, et le droit des gens. L'insensée que gagnera-t-elle à se déclarer le champion d'un parti trop faible pour être à craindre? rien, sinon qu'elle sera généralement censurée par tous ceux qui sont réellement attachés au pays, et qu'elle sera montrée au doigt comme un veritable brandon de discorde.

NOUVELLES PLUS RECENTES D'ANGLETERRE.

Le paquebot Caledonia, capitaine Graham, est arrivé à N. York le 20 juillet. Il apporte de nombreuses liasses de gazettes de Londres et de Liverpool jusqu'au jour de son départ, le 16 du mois dernier. Le London Morning Herald du 15 dit: Les détails contenus dans les feuilles de Paris sont très intéressants, en ce qu'ils confirment la nouvelle que la Chambre des Pairs a adopté le traité de l'indemnité américaine tel qu'il est sorti de la Chambre des Députés, c'est à dire avec l'amendement du général Valazé, que le ministère, craignant de porter ombrage au gouvernement américain, espérait faire rejeter. Mais cet amendement a été maintenu à une majorité de 125 voix contre 22.

La même feuille ajoute sur l'autorité du *Messager*, journal toujours bien au courant des affaires d'Espagne, qu'un changement total devait avoir lieu dans le ministère espagnol. Voici comme on suppose qu'il sera composé.

Le comte Ofalia, président du conseil, et ministre des affaires étrangères.

Zea Bermudez, secrétaire du conseil de régence.
Lopez, ministre de grâce et de justice,
Calatava, ministre de l'intérieur.
Le marquis de Montvirgen, ministre des finances.
Le comte de Almodovar, ministre de la guerre.
[illegible], ministre de la marine.

Le Messager ajoute que si ce changement a lieu, les Cortès seront convoquées sur le champ et que les ministres renvoyés seraient traduits en jugement comme coupables de haute trahison en ayant pris sur leur responsabilité de faire un appel à l'intervention de la France et de l'Angleterre. Cette mesure cependant paraît nécessaire; on regrette la solliciter ouvertement mais le peuple verrait avec jalousie des étrangers pénétrer sur leur territoire.

Néanmoins le gouvernement espagnol a des agents en Belgique activement employés à enrôler pour son compte et le Courrier Français annonce que le ministre de la guerre a fait savoir aux officiers français qu'ils pouvaient prendre du service dans les troupes de la reine dont les agents ont déjà recruté 1500 soldats dans les Pyrénées.

Dans cette question il paraît que c'est le gouvernement anglais qui a pris l'initiative. Une proclamation a été officiellement publiée, permettant aux sujets anglais de prendre du service dans les troupes de la reine. —Les journaux anglais ont l'air de tirer vanité de la prétendue adoptée par leur gouvernement, et disent que les français malgré leur vivacité se sont cette fois laissés devancer.

La nouvelle se confirmait à Londres que le Roi des Belges avait consenti à la formation à Bruxelles d'une légion qui doit se rendre en Espagne sous les ordres du général Daine.

Les embarras éprouvés par le haut commerce par suite des derniers revirements de la bourse n'ont pas encore cessé en Belgique.

EXPEDITION POUR L'ESPAGNE.—*Londres, 15 juin.*—Les mesures nécessaires au prompt départ de cette expédition se continuent avec une activité vraiment extraordinaire. Un contrat vient d'être passé avec les armateurs de plusieurs navires à vapeur pour le transport des troupes, de l'Irlande aux côtes d'Espagne, et on pense qu'au premier jour un premier convoi partira. Des offres nombreuses pour des fournitures d'armes, ammunitions, vivres, etc. ont été faites à de très bas prix et à de longs termes, au bureau de M. Carbonnel, commissaire de l'expédition, qui a reçu aussi des offres considérables d'argent. Parmi les offres volontaires qui font partie de l'expédition, on remarque celle de l'amiral Napier et le colonel Robinson.

On dit que le général Baron, qui s'est distingué à la tête d'un corps de cavalerie dans la guerre de Portugal, doit avoir un commandement. Le colonel Evans, membre du parlement, lève aussi un corps de volontaires qui doit servir sous ses ordres dans cette expédition.

Il paraît que le plan du général Valdez est pour le moment de concentrer ses forces sur l'Ebre, Pampelune et les frontières de France, d'élever des redoutes à Lerin, Puente de la Reyna et de reparer les fortifications de Vinsa. Son but est de se maintenir sur l'Ebre, jusqu'à l'arrivée des secours qu'il attend de Portugal et autres lieux. C'est par suite de ces mouvemens de concentration que les Carlistes ont chanté victoire lorsqu'ils ont vu les Christinos évacuer Vitla-Franca et Toloso. C'est encore par suite de ce même plan que Valdez a abandonné Bergara et Vittoria et en effet ces places situées dans l'angle nord est de la Biscaye auraient besoin chacune d'une nombreuse garnison qui peut être plus utilement employée ailleurs.

PORTUGAL—*Changement dans le ministère portugais.*—Les intrigues qui depuis longtemps agitaient cette cour viennent enfin de produire un changement complet dans le ministère. Le maréchal Saldanha est nommé président du conseil des ministres, ayant en même temps le porte feuille de la guerre; le duc de Palmella entre aux affaires étrangères; M. F. A. de Campos aux finances; le marquis Loulé à la marine; M. Pinto Magalhaes devient inspecteur général des ports de mer et M. A. de Carvalho ministre de la Justice, le duc de Terceira reste commandant en chef des armées.

Ce changement de ministère est attribué aux intrigues du cabinet des Tuileries, autant qu'à une prétendue intervention de la jeune reine pour le duc de Nemours. L'impératrice, toute la famille impériale et la majorité du ministère d'alors étaient opposées à une alliance avec la famille de France. Mais le duc de Palmella, avec toute l'aristocratie de la camarilla, encourageaient la passion de la reine. Enfin le soir du 9 un conseil d'état on en vint à débattre la question du mariage, les partisans du prince Maximilien de Leuchtenberg a dit, à Munich, qu'il serait à la fin de juin à Lisbonne pour y revoir sa sœur l'impératrice Amélie, et y faire connaissance avec la veuve de son frère. L'ancien cabinet portugais avait fait sonder ses intentions au sujet de son mariage projeté, et le jeune prince avait paru tout à fait disposé à succéder à son frère, et la duchesse de Palmella y donne volontiers son consentement.

Banquet donné à M. Livingston, à Philadelphie.

Depuis que M. Livingston est de retour dans sa patrie, toutes les villes par où il a passé se sont empressé de l'accueillir, et les citoyens de lui prouver unanimement que la manière dont il a envisagé la question américaine est la seule compatible avec l'honneur national.

A Philadelphie, un grand dîner lui fut offert le 18 juillet. Le comité d'arrangemens se rendit à la demeure de M. Livingston qui, peu de temps après, monta dans une calèche à quatre chevaux, et se rendit à la salle de l'Indépendance, où il fut accueilli par le président de la fête, et les autres dignitaires. Parmi les personnes de distinction réunies au banquet, on remarquait le colonel Swift, maire de Philadelphie, le conseil de ville et les officiers de la corporation; M. Duponceau, le vénérable président de la société philosophique, qui pendant la guerre de la révolution avait été intimement lié avec feu le chancelier Livingston, frère de l'ambassadeur actuel, le juge Sutherland et le général Ash, tous deux représentans au congrès, et une foule de personnages distingués qui s'étaient empressés de venir témoigner leur respect à M. Livingston. Environ 300 personnes se sont mises à table. La joie la plus vive régnaient dans l'assemblée. Tous les convives pénétrés de reconnaissance pour M. Livingston de respect et de reconnaissance, aussi bien pour ses anciens services que pour son honorable conduite dans son ambassade en France, ont hautement manifesté leur détermination, qui est invariable dans le pays, de soutenir à tous risques et périls les opinions de M. Livingston.

A la fin du repas, M. Dallas, président le banquet, annonça les sentimens qui furent reçus avec enthousiasme.

LE PRESIDENT DES ETATS-UNIS—Inébranlable reconnaissance, inaltérable attachement au patriote qui a juré la constitution, maintenu l'union, sauvé la dette publique, arrêté et pressé tous les principes de la démocratie, et qui maintenant élevé au faîte de la gloire, ne fera plus rien dans cette v